



Le Ministre

Cotonou, le **26 MARS 2018**

N° **950** /MEF/DC/SGM/DGB/DPSELF

A

- **MONSIEUR LE CONSEILLER SPECIAL DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ;**
- **MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES.**

Attention:

- Directeur Général du Budget ;
- Contrôleur Financier ;
- Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- Directeur National de Contrôle des Marchés Publics ;
- Directeur Général de la Caisse Autonome d'Amortissement ;
- Directeur Général des Impôts ;
- Directeur de l'Administration et des Finances.

Objet : Lettre circulaire relative à la mobilisation, la gestion et le contrôle des ressources sous gestion des Agences Gouvernementales.

La présente note de procédure vise à préciser les règles spécifiques applicables en ce qui concerne le transfert, la gestion et le contrôle des ressources publiques sous gestion des agences d'exécution créées dans le cadre de la mise en œuvre des projets phares du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG).

1. Arrangements institutionnels

a) Gestion financière

Agent comptable : Le Directeur Administratif et Financier (DAF) recruté par l'agence est accrédité par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), pour la durée de sa fonction, comme Agent Comptable public. A cette fin, il accomplira les formalités requises fixées par le Ministère de l'Economie et des Finances.

Cette mesure vise à faciliter son intégration dans le réseau des comptables publics et l'application de règles relatives à la gestion efficiente de la Trésorerie de l'Etat.

Comptes bancaires des Agences : Il est ouvert au nom de chaque agence deux (2) natures de comptes destinés à recevoir les dotations budgétaires de l'Etat :

- Un compte « investissement » ouvert dans les livres du Trésor (Service Epargne). Ce compte reçoit, par transfert en capital les ressources inscrites dans le budget du ministère sectoriel
- Un compte « fonctionnement », également ouvert dans les livres du Trésor (Service de gestion des Comptes des Correspondants) ou par dérogation expresse dans les livres d'une Banque commerciale. Ce compte reçoit, principalement, les subventions de fonctionnement mises à la disposition de l'agence sur le budget national.

En ce qui concerne les ressources mobilisées auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), l'Agence est autorisée à ouvrir des comptes dédiés au Trésor public ou dans des banques commerciales, ceci dans le respect des arrangements convenus avec les bailleurs concernés.

Tous les comptes bancaires fonctionnent sous la cosignature du Directeur Général et du DAF de l'Agence.

b) Passation de marchés

Commission de Passation des Marchés Publics (CPMP) et Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP) : Il est créé au niveau de chaque agence une Commission de Passation des Marchés Publics. Quant à la Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP), elle fait l'objet d'une mutualisation pour l'ensemble des agences rattachées à la Présidence de la République ; la Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP) de la Présidence de la République assure, dans la limite des seuils fixés par les textes réglementaires, le contrôle des marchés publics passés par les Agences.

Personnes Responsables des Marchés Publics (PRMP) : en application des dispositions de l'article 11 de la loi N° 2017-04 du 19 octobre 2017, chaque agence est dotée d'un agent disposant d'expérience professionnelle avérée en passation des marchés publics : cet agent est désigné, suivant les procédures en vigueur, par le Directeur Général de l'Agence en qualité de Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) pour l'Agence.

Approbation des contrats : en application des dispositions de l'article 95 de la loi N° 2017-04 du 19 octobre 2017 les marchés publics sous gestion des Agences sont approuvés par :

- (i) leurs autorités de tutelle respectives, si les marchés sont exécutés sur le budget de l'Etat ;
- (ii) le Président du Conseil d'Administration ou équivalent, si les marchés sont exécutés sur leurs fonds propres.

En vue d'assurer la célérité dans l'approbation des marchés et tenant compte des cas d'indisponibilité des personnes habilitées par la Loi, l'approbation des contrats est déléguée au Directeur Général de l'Agence concerné (Voir précisions dans les décrets d'application de la loi).

Contrôle des marchés publics

La Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) effectue un contrôle a priori sur les procédures de marchés passés par les agences d'un montant supérieur à la limite de compétence de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics de ces agences.

2. Budgétisation et Transfert des ressources

a) Budgétisation et intégration de crédits budgétaires

Budgétisation : Le budget annuel de chaque Agence est préparé par la Direction Générale de l'agence et approuvé par le Conseil d'Administration dans le respect des instructions du Ministère des Finances en matière de préparation du budget général de l'Etat.

Dans sa forme approuvée, le budget annuel de l'Agence est intégré au Budget Général de l'Etat.

La budgétisation se fait conformément au calendrier d'élaboration du Budget Général de l'Etat.

Intégration de crédits budgétaires : Les Agences créées en cours de gestion bénéficient des crédits du budget de l'Etat par décision du Ministre en charge de l'Economie et des Finances.

Pour ce faire, le Président du Conseil d'Administration (PCA) soumet à travers l'autorité compétente une demande de subventions au Conseil des Ministres.

Une fois validée, le Ministre des Finances met en œuvre la procédure d'intégration de crédits budgétaires.

b) Transfert des ressources aux Agences

Phase administrative (Engagement - Ordonnancement) : Elle est exécutée conformément aux procédures en vigueur. L'ordonnateur et le délégué du contrôleur financier disposent de dix (10) jours ouvrables à compter de la notification des crédits autorisés pour exécuter la phase administrative.

Phase comptable (Paiement) : Le Trésor, après avoir reçu le mandat de paiement et les pièces justificatives de l'Ordonnateur délégué, dispose de cinq (5) jours ouvrables pour prendre en charge le mandat et virer les ressources sur le compte de l'Agence ouvert au Trésor Public ou dans une banque commerciale.

Les appels de fonds se font au rythme des besoins de ressources des projets ou activités exécutés par les agences.

3. Gestion des ressources

Chaque agence a la pleine responsabilité de la gestion des ressources mises à sa disposition par l'Etat.

Une fois la phase comptable du transfert achevée et les fonds positionnés, la passation des marchés et les dépenses sont exécutées conformément aux dispositions du manuel de procédures administratives, financières et comptables de l'Agence et du code des marchés publics en vigueur au Bénin.

Le Directeur Général est l'ordonnateur du budget de l'Agence.

4. Supervision et contrôle

Le dispositif de supervision et contrôle est organisé comme suit :

- la fonction d'audit interne des agences est assurée par des cabinets d'audit qui effectuent des contrôles trimestriels en vue d'apprécier le respect des procédures de gestion
- l'audit externe est assuré par le Commissaire aux comptes de l'Agence.
- le Bureau d'Analyse et d'Investigation (BAI) effectue une revue mensuelle des dépenses des agences.

De plus, les corps de contrôle de l'Etat, peuvent effectuer, a posteriori le contrôle des dépenses et de la gestion des Agences.

Les présentes dispositions modifient et complètent celles contenues dans l'annexe n°2 de la lettre n°11-c/MEF/DC/SGM/DGB/DPSELF/SPSB du 05 janvier 2018 portant notification de la répartition des crédits ouverts au budget de l'Etat, gestion 2018.



Romuald WADAGNI